Mars 2017 - N° 59

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

PROMOTE 2017

1300 exposants et un prochain rendez-vous dès 2019

La finance islamique commence à percer au Cameroun

Le Cameroun va restaurer 12 millions d'hectares de forêts d'ici 2030

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Promote, chaud chaud

Pour la seconde fois depuis l'existence de notre magazine, nous assistons en tant que partenaire média au salon Promote. D'édition en édition, cette foire s'agrandit : plus d'exposants, plus de surface à parcourir sous une chaleur étouffante et plus de visiteurs malgré un contexte économique électrique. Les premiers jours ont été très calmes, avant que le salon se remplisse et atteigne son apogée les derniers jours, en témoignent les nombreuses files d'attente aux guichets d'entrée. On a pu y croiser de nombreux ministres, des dirigeants de sociétés importantes venant du monde entier et notamment du continent africain. C'est indéniable, le Salon Promote de Yaoundé se présente désormais comme un incontournable rendez-vous des affaires. Rendu à sa 6ème édition au mois de février 2017, l'événement a tenu une fois de plus toutes ses promesses. Le Cameroun s'inscrit ainsi comme une plateforme par excellence du business pour les opérateurs économiques, soucieux d'exposer leurs produits aux yeux d'un public nombreux, intéressé et attentionné, de tisser de nouvelles relations d'affaires. Est-ce une surprise si le Cameroun, le pays qui abrite cette importante foire des affaires constitue la locomotive économique de la zone Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) ? Le succès évident de Promote repose avant tout sur l'amélioration du cadre institutionnel et juridique des investissements et sur une ouverture tous azimuts du pays aux investissements étrangers.
Pour ce pays-leader qui affiche un taux de croissance de 5,6% alors que la zone Cemac ne dépasse pas le taux cumulé de 2,6% de croissance, le Salon international de Yaoundé devient un véritable rendez-vous du donner et du recevoir du monde des affaires, où tout le monde trouve son intérêt, et tire d'importantes dividendes financiers et/ou relationnels. Mieux qu'une simple vitrine d'exposition, Promote s'est érigé en un épicentre intensif des affaires et de joint-ventures. Les investisseurs et les exposants l'ont compris, Yaoundé est devenu un puissant carrefour du lucratif et des bénéfices. Ils étaient plus de 1300 à présenter les fruits de leurs productions au Salon Promote 2017, dans une diversité expressive du dynamisme économique du Cameroun. En dehors des multinationales et des PME, le Salon de l'entreprise et du partenariat a vu une percée significative des Ministères en charge de la promotion des investissements, de l'agriculture et des finances. Comme quoi, l'État qui tient à inciter les investissements à tous les niveaux, se présente lui-même comme un comptoir idoine pour ses projets structurants. C'est exactement ce qui se passe au quotidien, via l'Agence de promotion des investissements (API), l'entité qui favorise la fluidité des financements de projets et des partenariats étrangers au Cameroun. À l'actif de cette ouverture, les pays étrangers comme la France, la Belgique, l'Allemagne, les États-Unis, la Belgique, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Suisse, le Canada, la Turquie, la République démocratique du Congo et l'Italie ont marqué d'un sceau particulier l'espace des affaires à Yaoundé de par leur présence, avec un total apprécié de 120 entreprises expatriées représentées.

L'État ne favorise pas seulement les investissements étrangers, les nationaux ont le vent en poupe. La création récente de la banque des PME est un vecteur important dans la disponibilité des financements au profit des hommes d'affaires camerounais. Fort à propos, les entreprises locales ont affiché « profil haut » à Promote 2017. Du souci apposé à travers la mécanisation de l'agriculture à la créativité des jeunes dans l'univers des TIC, l'essor de l'économie numérique a laissé voir et entrevoir de belles choses pour l'avenir du Cameroun lors du Salon de l'entreprise et des affaires de Yaoundé. Ainsi, face aux attentes, l'Etat camerounais et la Fondation Inter-Progress récidive avec l'organisation de la première édition de la Foire internationale des affaires et du commerce (FIAC) à Douala dès 2018, dotant ainsi la capitale économique camerounaise d'une plateforme et d'une vitrine tant attendue par les acteurs économiques en général et du Cameroun en particulier.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Promote puissance 6

09 • Près de 1300 exposants à l'assaut du business

10 • Une participation étrangère à la soupe italienne

10 • L'impact de Boko Haram n'a pas freiné les PME du Septentrion

11 • Des retombées palpables pour des entreprises et des visiteurs

LEADER DU MOIS

34 • Le Camerounais Paul Noumba Um nommé directeur des opérations de la Banque mondiale en Afrique australe

STOPBLABLACAM

33 • On dit que tout le monde peut appeler le DG de la CNPS sur son numéro direct ou lui envoyer un mail

INTERVIEW

12 • Belibi Noah Louis Sylvain Hassan : « *le Cameroun connaît un développement embryonnaire de la finance islamique* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Assongmo NECDEM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER, Thomas ROBERT

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-19

FINANCE P 20

AGRO P 21-23

MINES P 24

TRANSPORTS P 25

INDUSTRIE P 26

TIC & TELECOM P 27-30

SERVICES P 31-32

CASTING

JACOB KODJI

De retour d'une mission de reconnaissance dans le cadre de la lutte contre la secte nigériane Boko Haram, un hélicoptère de l'armée camerounaise s'est crashé le 22 janvier 2017 aux environs de 18h45 dans l'arrondissement de Bogo, dans département du Diamaré de la région de l'Extrême-Nord. Quatre officiers camerounais ont péri dans ce crash, dont le général de brigade Jacob Kodji, commandant de la quatrième région militaire interarmées (RMIA4), un démembrement de l'armée camerounaise qui pilote sur le terrain les opérations de lutte contre la secte islamiste nigériane Boko Haram dans l'Extrême-Nord.
Cet officier supérieur de l'armée camerounaise a aussitôt été remplacé par le général de brigade Valère Nka. Ce dernier, qui fut attaché de défense à l'ambassade du Cameroun au Nigeria, est aussi le commandant en second de la Force multinationale mixte mise en place par les pays du bassin du lac Tchad afin d'éradiquer la secte islamiste nigériane Boko Haram.

LAURENT SERGE ETOUNDI NGOA

Connaissez-vous l'économie sociale solidaire ? Il s'agit, a-t-on appris lors des premières journées récemment consacrées à ce concept au Cameroun, de toute initiative d'entreprise collective, généralement mise en place par des personnes financièrement faibles et incapables de créer une PME. « *En général, ce concept regroupe les coopératives, les associations et autres mutuelles de paysans, de petits commerçants ou petits entrepreneurs* », précise Pauline Eyebe Effa, l'organisatrice des journées susmentionnées.
Ces précisions faites, le ministre camerounais des PME, de l'Economie sociale et de l'Artisanat, Laurent Serge Etoundi Ngoa, a révélé que pour cette année 2017, une enveloppe globale de 650 millions de francs CFA sera disponible au sein de son département ministériel afin de financer les projets en rapport avec l'économie sociale solidaire.

LUC MAGLOIRE MBARGA ATANGANA

En recevant les vœux de ses collaborateurs le 27 janvier 2017 à Yaoundé, le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a révélé que l'enseigne de grande distribution française Casino et le Camerounais Dovv ont accepté de participer à la pérennisation des ventes promotionnelles de certains produits de grande consommation tout au long de l'année 2017.
Grâce au concept « *le produit du mois* », a expliqué le ministre Mbarga Atangana, chacune de ces enseignes mettra en promotion durant tout un mois un produit de grande consommation de son choix. « *Evidemment, nous devrons nous montrer indulgents et patients, car tout ne sera pas parfait dès le premier jour* », a prévenu le ministre du Commerce tout en sollicitant, de la part des industriels, la prise des dispositions nécessaires afin de garantir le succès de cette opération.

DIEUDONNÉ EVOU MEKOU

Le règne de l'Equato-Guinéen Lucas Abaga Nchama à la tête de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a officiellement pris fin le 5 février 2016. Un jour plus tard, une cérémonie de passation de service s'est déroulée au siège de la BEAC à Yaoundé, la capitale camerounaise. Au cours de cette dernière, le Tchadien Abbas Mahamat Tolli a officiellement pris les rênes de l'institut d'émission des six Etats de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine et Tchad).
Dans ses nouvelles fonctions à la BEAC, l'ancien président de la BDEAC sera secondé par le Camerounais Dieudonné Evou Mekou, qui a également pris fonction le même jour en qualité de Vice-gouverneur. Il sera également assisté par le Gabonais Désiré Guedon, nouveau secrétaire general, le Congolais Cédric Ondaye Ebauh, nouveau directeur général de l'exploitation et le Centrafricain Bienvenu Marius Roosevelt Feimonanzoui, directeur général du contrôle général.

MARTIN MBARGA NGUÉLÉ

Installation de 1500 caméras de vidéosurveillance dans certaines villes du Cameroun et livraison de 2000 postes émetteurs-récepteurs portatifs dans l'optique de permettre une meilleure surveillance du territoire par la police camerounaise : c'est la quintessence du contrat que viennent de signer la Délégation générale à la sûreté nationale (DGSN) et la société chinoise Huawei technologies.
Selon Martin Mbarga Nguélé, le délégué général à la sûreté nationale, la signature de ce contrat, dont le montant n'a pas été révélé, est le résultat d'une phase pilote concluante. Cette dernière a notamment permis aux forces de défense, à la gendarmerie et la garde présidentielle de couvrir les services d'ordre lors des visites de chefs d'Etat étrangers au Cameroun, ainsi que de reconstituer certains faits dans le cadre de procédures judiciaires grâce aux images enregistrées.

VINCENT BOLLORÉ

Le transporteur ferroviaire camerounais Camrail, filiale du groupe Bolloré, annonce avoir décidé, depuis le 11 février dernier, de mettre temporairement hors service une partie de ses voitures voyageurs, dont le nombre n'a pas été précisé. Cette décision, apprend-on, « *est consécutive à l'apparition, le 26 janvier 2017, d'une anomalie constatée simultanément sur quatre boîtes d'essieux* (dispositif qui porte les roues, ndlr) *de voitures du parc CSR lors du contrôle de maintenance régulier programmé* ».
Les voitures concernées par cette décision ont toutes été mises en service en mai 2014. Elles ont été livrées par la société chinoise CSR Nanjing. La découverte de ces anomalies intervient trois mois après la catastrophe ferroviaire du 21 octobre 2017 à Eséka, laquelle avait officiellement fait 79 morts et environ 600 blessés. Les résultats de l'enquête officielle ouverte par les autorités camerounaises pour faire la lumière sur les causes de cet accident de train sont toujours attendus.

Promote puissance 6

En Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique, de nombreuses entreprises ont déjà inscrit le Salon Promote organisé tous les trois ans (ce sera désormais 2 ans) au Cameroun, parmi les grands rendez-vous économiques à honorer à tout prix. Fort de l'engouement pour cet événement, qui ne cesse de monter en grade au fil des éditions, ses organisateurs le qualifient volontiers de plus grand rassemblement des opérateurs économiques en Afrique centrale.

L'édition 2017 de ce Salon, qui vient de s'achever dans la capitale camerounaise, n'a pas démenti cette réputation de Promote : environ 1300 exposants, contre 748 seulement lors de la toute première édition organisée en 2002, toujours plus de pays participants, et un nombre de visiteurs locaux et étrangers en perpétuelle augmentation.

Bref, à quelques différences près et en se focalisant uniquement sur le niveau de participation, le Salon de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé est devenu, en seulement six éditions, ce qu'est le Salon de l'agriculture de Paris pour la France, ou encore le Mining Indaba Forum pour la République sud-africaine.

Rendez-vous désormais marqué en lettres d'or dans les agendas des entreprises et des investisseurs de par le monde, le Salon Promote est devenu dans l'imagerie populaire un critère par lequel sont jugées les entreprises locales qui prétendent avoir voix au chapitre dans le landernau économique camerounais. Cette manifestation, le Cameroun la doit à un tandem : l'Etat et la Fondation Inter-progress, une structure qui fait désormais référence en matière d'organisation d'événements grands publics à caractère économique.

Au demeurant, bien que l'opportunité de l'organisation de Promote ne souffre d'aucune contestation, cette grand-messe des affaires pèche malheureusement par le manque de transparence sur les différents contrats et autres partenariats conclus par les participants pendant, ou alors à la faveur du Salon.

Nombre d'observateurs ont en effet la faiblesse de penser que la révélation du nombre de contrats décrochés au sortir d'une édition de ce Salon, pourrait définitivement lever le voile sur la contribution effective de Promote au développement économique du Cameroun, et davantage décupler l'intérêt des hommes d'affaires pour cette manifestation déjà très courue.

Brice R. Mbodiam

Près de 1300 exposants à l'assaut du business

Pendant une semaine, environ 1300 exposants (soit 50 participants de plus que lors de l'édition de Promote 2014) ont rivalisé d'ingéniosité, en vue d'attirer le maximum de visiteurs dans leurs stands.

Considéré comme le plus grand rassemblement économique d'Afrique centrale, le Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat (Promote), qui s'est ouvert le 11 février 2017 pour la 6ème fois sur la colline du palais des Congrès, dans la capitale camerounaise, a refermé ses portes le 19 février dernier. Pendant une semaine, environ 1300 exposants (soit 50 participants de plus que lors de l'édition de Promote 2014) ont rivalisé d'ingéniosité, en vue d'attirer le maximum de visiteurs dans leurs stands.

C'était aussi l'occasion pour les différentes entreprises participantes de développer leurs affaires à travers de nouveaux partenariats, de conquérir de nouveaux marchés, ou simplement de trouver des financements longtemps recherchés. Bref, comme le présageait déjà l'organisateur de cette grand-messe des affaires avant même l'ouverture des stands, Promote 2017 a une fois de plus été « *un cru de haute saveur, au regard de la qualité de la préparation des différents acteurs et partenaires, de l'intérêt renouvelé des entreprises inscrites* » ; lesquelles étaient « *à l'affût de toute nouvelle information pouvant aider à une meilleure sensibilisation de leurs ressources humaines appelées à animer les espaces réservés* ».

Au final, tous ces espaces prévus par les organisateurs pour permettre aux entreprises de s'exposer ont été courus. Ainsi des rencontres *B to B*, organisées sur le site du Salon par une équipe de professionnels, des « *apéros thématiques* », moment de réseautage à la mezzanine du palais des Congrès réservé à 150 à 200 dirigeants et cadres d'entreprises issus de secteurs économiques clés en Afrique centrale, et des « *missions économiques* », grâce auxquelles les hommes d'affaires venus de l'étranger et en visite pour une courte durée en général, pouvaient bénéficier d'une offre personnalisée dans un espace dédié mis exclusivement à leur disposition pour des rendez-vous d'affaires.

Promote 2017 aura également été l'occasion idoine pour les autorités publiques camerounaises – devenues adeptes de partenariats publics-privés dans la réalisation des grands projets d'infrastructures lancés depuis 2012 – d'aguicher quelques partenaires. C'est ce que s'est attelée à faire l'Agence de promotion des investissements (API), à travers les ateliers et débats organisés lors du Salon, ou encore Electricity Development Corporation (EDC), l'entreprise de patrimoine dans le secteur de l'électricité, qui a co-organisé le « *forum énergie* » ayant ponctué la 6ème édition du Salon Promote.

> Au final, tous ces espaces prévus par les organisateurs pour permettre aux entreprises de s'exposer ont été courus.

Au soir du 19 février dernier, les participants se sont donnés rendez-vous pour l'édition de 2019. En effet, a précisé le ministre camerounais du Commerce à l'ouverture de cette manifestation économique, en plus d'être désormais organisé en début d'année et non plus en fin d'année comme ce fut le cas pour les cinq premières éditions, « *la périodicité de ce Salon passera de trois à deux ans, pour répondre au vœu* » exprimé par de nombreuses entreprises.

BRM

Une participation étrangère à la soupe italienne

Comme lors des éditions précédentes, de nombreux pays étrangers ont pris part à la 6ème édition du Salon Promote 2017 à Yaoundé, à travers des pavillons-pays, dans lesquels des entreprises exposaient leur savoir-faire. Parmi ces pays, l'on peut citer la France, la Belgique, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Belgique, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Suisse, le Canada, la Turquie, la République démocratique du Congo ou encore l'Italie, pays qui aura marqué d'une empreinte particulière la dernière édition de Promote.

En effet, dans un pavillon baptisé « Casa Italia », la République italienne a débarqué à Promote 2017 avec 70 entreprises opérant dans des secteurs aussi variés que l'industrie agroalimentaire, les énergies renouvelables, le transport, la mécanique industrielle, l'ameublement, le cuir, le fer, la transformation du coton ou encore le BTP. Les Etats-Unis, avec 22 entreprises éparpillées dans 26 stands, n'ont pas fait pâle figure à ce rendez-vous des affaires.

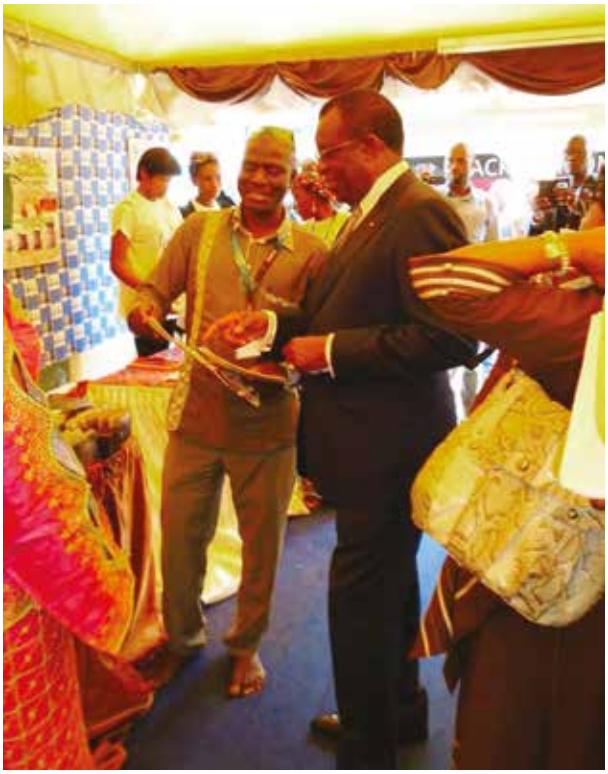
En plus des pavillons-pays, les milliers de visiteurs qui ont défilé sur le site de Promote pendant huit jours ont pu découvrir les différentes activités des organisations internationales et régionales présentes au Cameroun. De même que les offres des institutions et autres organisations patronales et consulaires telles que l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), l'African Chamber of Trade and Commerce, et l'Union des patronats de l'Afrique centrale (UNIPACE).

L'impact de Boko Haram n'a pas freiné les PME du Septentrion

Malgré un tissu économique dévasté par les exactions de la secte islamiste nigériane Boko Haram dans le Septentrion camerounais, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, les PME de cette partie du pays ont pu faire le déplacement de Yaoundé pour participer au Salon Promote 2017.

Cette participation a été rendue possible grâce à une opération gouvernementale baptisée « *Donnez la main à l'économie du grand Nord du Cameroun* », a révélé le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. Cette opération a consisté en un déblocage d'une somme de 60 millions de francs CFA par le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT). Ces fonds ont permis au Ministère des PME de recenser 50 entreprises dans les trois régions septentrionales du Cameroun, d'assurer le transport de leurs produits jusqu'à Yaoundé, ainsi que l'hébergement des exposants pendant la durée du Salon, au cours duquel la Fondation Inter-progress a fourni à ces exposants un peu particuliers tout le nécessaire pour l'exhibition de leur savoir-faire.

Dans le détail, grâce à l'opération « *Donnez la main à l'économie du grand Nord du Cameroun* », 22 PME venues de la région de l'Adamaoua ont pu participer à Promote 2017, contre 18 pour la région du Nord et seulement 10 PME pour la région de l'Extrême- Nord. « *Le gouvernement vient de nous donner un sacré coup de main. Je profite de cette occasion pour dire merci à l'Etat camerounais !* », s'est exclamé sur le site du Salon le DG d'une petite unité agroalimentaire basée à Maroua.



Dans le détail, grâce à l'opération « *Donnez la main à l'économie du grand Nord du Cameroun* », 22 PME venues de la région de l'Adamaoua ont pu participer à Promote 2017, contre 18 pour la région du Nord et seulement 10 PME pour la région de l'Extrême- Nord.

Des retombées palpables pour des entreprises et des visiteurs

La Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) a saisi l'occasion de la tenue de ce rendez-vous des affaires pour recruter 200 jeunes Camerounais qui bénéficieront bientôt d'un stage académique rémunéré au sein de cette entreprise brassicole.

En quête de partenaires industriels pouvant lui fournir des machines à décortiquer le riz paddy, la Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry) n'a eu que l'embarras du choix à Promote 2017. En effet, apprend-on des services de communication de cette entreprise agro-industrielle, nombreux sont les équipementiers qui ont afflué dans le stand de la Semry pour faire des offres de service.

Mais, le plus intéressant pour cette entreprise publique camerounaise a certainement été les partenariats négociés avec des opérateurs économiques ayant montré de l'intérêt pour la distribution du « *riz de Yagoua* » sur certains marchés du territoire national. En effet, jusqu'ici, cette céréale est rare dans la partie Sud du Cameroun, puisque ce riz réputé bio et particulièrement parfumé est exclusivement cultivé dans la localité éponyme, située dans la région de l'Extrême-Nord du pays.

A la Société de développement du coton (Sodecoton), autre unité agro-industrielle de la partie septentrionale du Cameroun, on s'est également frotté les mains au sortir du Salon Promote 2017. Les huiles de coton et de soja produites par cette entreprise ont pu trouver de nouveaux canaux de distribution vers le Sud du pays, grâce à des partenariats noués au cours du Salon, souffle une source interne à la Sodecoton.

La Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), qui s'est lancée depuis quelques mois dans une campagne de promotion de l'assurance volontaire destinée aux personnes n'ayant pas d'emploi ou opérant dans le secteur informel, a pu aguicher 400 souscripteurs sur le site de Promote.

De nombreuses PME, à l'instar de Maxi Couture, ont également pu tirer leur épingle du jeu. « *Le bilan de notre passage à Promote 2017 est positif, puisqu'on a parfois vendu de nombreux produits sans vraiment le vouloir* », a confié Sali Thomas, le promoteur de cette PME spécialisée dans la confection de vêtements à base de tissus dans la région du Nord. L'intérêt que les visiteurs de Promote ont manifesté pour les produits de Maxi Couture a d'ailleurs amené son promoteur à décider d'étendre son réseau de distribution. « *Nous ne vendrons plus uniquement au marché central de Guider* (région du Nord, ndlr). *Nous allons créer des points de vente dans tout le pays. Nous commencerons par Yaoundé, la capitale, où nous ouvrirons bientôt une agence à l'immeuble Hajal* », a révélé Sali Thomas.

Côté visiteurs, en plus des nombreux gadgets offerts par les entreprises sur le site du Salon, des achats effectués – bien que la manifestation susmentionnée ne soit pas une foire commerciale – 200 jeunes gens ont pu tirer le gros lot. En effet, la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) a saisi l'occasion de la tenue de ce rendez-vous des affaires pour recruter 200 jeunes Camerounais qui bénéficieront bientôt d'un stage académique rémunéré au sein de cette entreprise brassicole.

Belibi Noah Louis Sylvain Hassan : « *le Cameroun connaît un développement embryonnaire de la finance islamique* »

Le Directeur général d'African Islamic Finance Consulting, un cabinet spécialisé dans cette finance un peu particulière, évoque ses fondements, ses avantages et son niveau de développement au Cameroun et dans la zone Cemac.

Investir au Cameroun : Qu'est-ce que la finance islamique ?
Belibi Noah Louis Sylvain Hassan : La finance islamique est une finance dont le mode de fonctionnement repose sur les principes de la charia. La justice, l'équité et la transparence sont les principales valeurs retenues par cette finance-là. Elle diffère de la finance classique par sa vision particulière du capital et du travail. Les pratiques économiques et financières en cours durant l'existence du prophète Mahomet lui servent de socle. Dans les faits, la finance islamique se caractérise par la prohibition de l'intérêt et par la responsabilité sociale de l'investissement. Sont ainsi interdites, toutes les transactions ayant recours à l'intérêt ou à la spéculation. La finance islamique se dit être en accord avec le droit musulman.
De plus, la littérature économique a tendance à présenter la finance islamique en tant que finance alternative. En conséquence, celle-ci est assez souvent définie par opposition à la finance conventionnelle. La finance islamique rejoint la finance traditionnelle au niveau de son objectif ultime : la mobilisation des ressources de financement et leur allocation optimale entre différents projets d'investissement.

IC : Quel est l'état d'avancement de ce mode de financement au Cameroun ?
BNLSH : Membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) depuis juin 1975, le Cameroun, au même titre que la majeure partie des pays de la Cemac, connaît un développement embryonnaire de la finance islamique. Malgré sa forte proportion en population musulmane, environ 27,9%, soit 5,580 millions de personnes, et son taux de bancarisation très faible ; la pratique de la finance islamique est effective au Cameroun, mais reste encore très marginale. La pratique véritable de l'activité bancaire islamique au Cameroun est apparue avec le Projet pilote microfinance islamique Nord-Cameroun (2004-2010) initié par la Banque islamique de développement (BID), en coopération avec le Ministère de l'économie, de la planification et du développement du territoire.
Le projet couvrait le Grand-Nord du Cameroun. Participaient à ce projet la société de microfinance le Crédit du Sahel, pour la zone de Maroua ; la Caisse d'épargne et de crédits des initiatives communautaires du Septentrion (CECICS), pour

Belibi Noah Louis Sylvain Hassan, le Directeur général d'African Islamic Finance Consulting : « *La finance islamique tient son nom de l'éthique islamique qui, au-delà du dogme religieux, est une source de valeurs morales destinées à redonner à l'homme toute sa valeur en tant qu'être humain.* »

la zone de Garoua ; et la Société coopérative d'épargne et de crédit du Cameroun-Caisse de financement en mode islamique (SOCOOPECA-CFMI), pour la zone de Ngaoundéré. L'utilisation des produits islamiques homologués au niveau international et qui respectent les principes de la charia est effective, c'est le cas notamment de l'utilisation des produits tels que la *Moucharaka,* la *Mourabaha,* l'*Ijara,* l'*Istisna,* l'*Esselem* ou *Salam.*

Au sens strict de la pratique de la finance islamique, la conformité de ces différents comptes dits islamiques n'est pas avérée, car n'ayant pas reçu l'approbation d'un comité de jurisconsultes islamiques local, encore appelé « *Sharia Board* ». Dans le même sens, l'on note une absence d'encadrement par les organes de tutelle du secteur financier de la Cemac (notamment la Commission bancaire de l'Afrique centrale, Cobac). Cependant, étant donné que ces comptes permettent de répondre à certains besoins relatifs aux aspirations religieuses des populations musulmanes, ils peuvent dans une moindre mesure être considérés comme des produits islamiques. Malgré l'accueil favorable qui a été observé dans le cadre du Projet microfinance islamique Nord-Cameroun, et l'engouement des populations pour cette finance alternative, éthique et même prometteuse, le véritable problème demeure, à tous les niveaux, celui de sa compréhension technique et pratique. En effet, la finance islamique, bien qu'étant une finance respectant les principes religieux, est un art, un métier, une pratique, une profession, au même titre que la finance conventionnelle, à travers son organisation administrative et technique.

Mais, les faiblesses évoquées plus haut peuvent désormais être rangées comme souvenirs. Car il existe déjà des structures comme notre cabinet, African Islamic Finance Consulting, qui est spécialisée en finance islamique et fait partie d'un réseau international d'experts du domaine. Il existe désormais des formations au Cameroun et dans la zone Cemac, lesquelles donnent lieu à des certifications internationales et permettent d'encadrer tous les métiers de la finance islamique. Parmi ces profils de formation, l'on peut citer le MBA en finance islamique, le Post Graduated Diploma in islamic Banking and Finance, l'assurance et micro-assurance islamique, le marché financier islamique, le management des Fonds d'investissements islamiques, le management de la microfinance islamique et l'agro-industrie halal**.** Les avancées existent donc, mais beaucoup reste à faire.

IC : Avez-vous une estimation du potentiel que renferme la finance islamique dans notre pays ?

BNLSH : Les mutations économiques et financières de ces dernières années, à travers le monde, imposent

une reconsidération des normes classiques de gestion. Dans un contexte social, politique et économique comme celui du Cameroun, en particulier, et de la sous-région Cemac, en général, lequel contexte est marqué par une dense activité économique due à l'immensité des ressources dont regorgent ces pays à forte population musulmane (environ 25% pour le Cameroun, 60% pour le Tchad, 30% au Gabon), d'une part, des déconvenues que connaissent la pratique bancaire conventionnelle et son incapacité à permettre un réel développement de ces pays, d'autre part, la venue de la finance islamique serait une réponse efficace aux maux qui minent les économies de la Cemac. Car elle tient compte de leurs réalités économiques et sociales, tout en rapprochant les intervenants dans des rapports gagnant-gagnant.

IC : Quels sont les avantages de ce mode de financement par rapport au financement des banques classiques ?
BNLSH : Fort de ses principes d'interdiction de l'intérêt, d'adossement à des actifs tangibles et de partage des pertes et des profits, les PME disposent auprès de la banque islamique de beaucoup plus de garanties, non pas pour obtenir le financement, mais pour rentabiliser leurs affaires et maximiser leurs gains. Entre autres avantages, nous pouvons citer l'absence de calcul des intérêts : en effet, l'interdiction des intérêts est un principe fort en finance islamique. L'argent pour l'argent n'est aucunement acceptable dans ce domaine, qui considère comme de l'injustice le fait de prêter de l'argent et attendre un excédent ou prévoir un excédent au moment de son remboursement, sans aucune prise de risque ou de participation dans une activité commerciale.
L'adossement à des actifs tangibles, qui est un autre principe fort de la finance islamique, va en droite ligne avec cette citation de Jean Dutourd dans *Pluche ou l'amour de l'art* (1967) pour laquelle « *l'argent n'est intéressant que pour ce qu'il procure* ». En effet, la banque ne remet pas l'argent entre les mains de l'entrepreneur.
La finance islamique étant essentiellement participative, la banque islamique fera des décaissements à chaque acquisition de matériels ou autre besoin devant intervenir dans la production ou l'exploitation de celle-ci, de façon à garantir une bonne fin de ces opérations.
La finance islamique met également de l'emphase dans l'accompagnement et l'encadrement de la PME. Elle ne se contente pas de mettre les fonds à la disposition de la PME, mais elle intègre son activité, accompagne et encadre celle-ci. On imagine donc aisément que dans cette option, en cas de changement positif ou négatif au cours de l'exploitation de la PME, des réajustements de la part des partenaires pourront être consentis, en fonction des opportunités qui se présenteraient. Le montant du crédit pourrait être soit revu à la hausse ou à la baisse dans cette perspective.
Le partage des pertes et des profits est une particularité de la finance islamique. En effet, en cas d'atteinte des objectifs de rentabilité de départ, la PME et son partenaire banque islamique se partagent les bénéfices dans une proportion définit à la base, et le même principe est appliqué en cas de perte. Cette finance offre également la possibilité de maximiser le gain. En effet, le gain de la banque islamique peut être beaucoup plus important que celui d'une banque conventionnelle**.** En étant adossé à la performance de la PME soutenue, ce gain peut facilement représenter 2, 3, 4 voire 10 fois plus que celui d'une banque en système classique. Cette possibilité est très envisageable du fait de l'implication de la banque dans l'exploitation de la PME, à travers conseils, appuis financier et technique.

IC : Est-ce que l'expression « finance islamique » à elle seule n'exclut pas déjà les non musulmans ?
BNLSH : Ceci est une idée préconçue et erronée. La finance islamique tient son nom de l'éthique islamique qui,

Belibi Noah Louis Sylvain Hassan : « *Les mutations économiques et financières de ces dernières années, à travers le monde, imposent une reconsidération des normes classiques de gestion.* »

au-delà du dogme religieux, est une source de valeurs morales destinées à redonner à l'homme toute sa valeur en tant qu'être humain. La justice et l'équité, le respect de l'homme et des engagements pris, voilà notamment quelques éléments qui sous-tendent cette activité financière. De ce fait, la finance islamique n'exclut personne, et invite au contraire ses acteurs et ses opérateurs à des transactions équitables, justes et profitables pour tous. Aucune restriction n'est faite du point de vue religieux, de tribu ou de race, pour bénéficier des bienfaits de cette finance.
Votre question m'amène à faire une réflexion visant à savoir qui exclut le plus entre le système classique et le

système islamique? Voici mon point de vue : pour un musulman, il est exclu du système capitaliste parce qu'il le juge illicite du point de vue religieux, et injuste du point de vue économique. De même, pour un non musulman, la finance classique, bien que ne se souciant pas de l'intérêt religieux, apparaît aussi injuste au plan économique, si l'on considère les multiples plaintes des clients. Tandis que pour la finance islamique, en dehors de la satisfaction religieuse, le musulman comme le non musulman trouve ici un intérêt économique certain, du fait du caractère éthique, moral et juste de la finance islamique. Car, son but ultime c'est de partager les pertes et profits avec ses clients.
On peut donc conclure que la finance islamique, loin d'exclure, permettra plutôt d'augmenter considérablement le taux de bancarisation, qui depuis plus de 50 ans de pratiques bancaires dans notre sous-région, n'arrive pas à atteindre les 15%. A cause du caractère non attractif de la finance classique lié à l'égocentrisme et l'appât du gain, qui ne mettent pas l'épanouissement de l'homme au centre des préoccupations. Toute chose ayant très peu ou presque pas de rapport avec les mœurs africaines.

IC : Pourquoi, selon vous, n'existe-t-il pas jusqu'ici de banque islamique au Cameroun?
BNLSH : Plusieurs raisons peuvent être mentionnées. Il y a d'abord des raisons politico-politiciennes, en rapport avec les relations entre le Cameroun et les pays dirigeants les institutions internationales, sans oublier les précédents coloniaux des pays de la Cemac. Ensuite, nous avons le manque d'engagement politique des autorités de la Cemac : l'absence de politique commune est un frein pour l'émergence et le développement d'idées nouvelles engageants la sous-région. Enfin, il y a le cadre juridique. En effet, bien que le marché existe et que les établissements financiers scrutent le secteur, l'absence d'encadrement par les institutions est un frein considérable à de potentiels investissements dans la finance islamique. Pour terminer, nous citerons également le manque d'expertise dans le domaine. En effet, la main-d'œuvre qualifiée en finance islamique reste encore très rare, mais cet argument ne tient plus car des solutions sont disponibles pour réduire au maximum ce déficit en ressources humaines.

IC : La Banque islamique de développement (BID) est un important pourvoyeur de fonds pour le Cameroun. Ces financements relèvent-ils forcément de la finance islamique ?
BNLSH : Oui ! Sans aucun doute. Retenez que l'islam met un point d'honneur sur l'argent, son origine et son utilisation. La BID, en tant que création de l'Organisation de la coopération islamique, est la principale banque promotrice de la finance islamique. A mon avis, elle devra, au regard de l'évolution de la finance islamique, jouer le même rôle que joue le FMI en ce moment. Les efforts d'harmonisation des procédures et d'encadrement de la finance islamique devront aboutir à cela.

« A mon avis, elle devra, au regard de l'évolution de la finance islamique, jouer le même rôle que joue le FMI en ce moment. »

IC : Dans les financements classiques des Etats sur les marchés des capitaux internationaux, on parle d'*eurobond*, alors que dans la finance islamique, on parle de Sukuk. Qu'est-ce que cela signifie-t-il et quelle est la différence entre ces deux concepts ?
BNLSH : Les deux sont des mécanismes modernes de financement de l'économie généralement utilisés par les Etats pour de procurer des ressources. Car, à la différence du marché des capitaux, ils sont plus souples, stables, moins risqués. Evoquer les *eurobonds* et les *Sukuk* revient, pour une compréhension simplifiée, à comparer le taux d'intérêt comme profit et le taux de profitabilité comme profit. Car, les *eurobonds* produisent comme profit des intérêts, tandis que les *Sukuk* produisent un profit à partir d'un taux de profitabilité.
En d'autres termes, si je souscris un *eurobond* rémunéré à un taux d'intérêt de 5,5%, j'attends un gain de 5,5% après chaque période définie dans le contrat sur mon investissement, indépendamment de l'issue de l'investissement ou de l'affaire, de sa rentabilité ou de la perte (le risque est assumé par le débiteur uniquement). De plus, les fonds sont mis à la disposition des bénéficiaires, qui confondent généralement bien public et bien privé, avec ses corollaires de corruption et de détournement des deniers publics et de projets. Tandis que pour le *Sukuk*, il est assis et construit sur les principes de la finance islamique : absence d'intérêt, absence de spéculation, adossement sur des actifs tangibles, partage des pertes et des profits. Les différences se dégagent donc d'elles-mêmes. Donc, investissement consenti à taux zéro, taux d'intérêt remplacé par un taux de profitabilité qui sera dégagé du profit réalisé par l'affaire après prise de risque dans l'investissement objet de l'opération. En d'autres termes, il existe la justice et l'équité dans la transaction, qui se solde au mieux par un partage des profits, au pire par le partage des pertes. De plus, les fonds sont gérés par une société ad hoc, qui assurera le bon déroulement et la bonne fin du projet. Vous pouvez donc comprendre pourquoi les pays de l'Uemoa ont fait du *Sukuk* leurs principales sources d'approvisionnement en capitaux long.

Entretien avec
Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

Le Cameroun lance un projet de près d'un milliard FCFA, pour construire un marché frontalier avec la RCA

866 millions de francs CFA. C'est le coût du projet de construction d'un marché à Garoua Boulaï, ville de la région de l'Est-Cameroun frontalière à la République centrafricaine (RCA). Ce lieu d'échanges commerciaux est prévu pour s'étendre sur 1000 m², a-t-on appris au cours d'une récente descente sur le terrain du ministre de l'Economie, Louis Paul Motazé.
Ce membre du gouvernement s'est montré insatisfait de l'état d'avancement de ce chantier démarré il y a peu, et dont la livraison est prévue l'année prochaine. En effet, apprend-on, l'entreprise adjudicataire du contrat a déjà consommé 187% des délais prévus pour la première phase, alors que les travaux physiques n'ont été réalisés qu'à 40%.
Ville stratégique du corridor Douala-Bangui, Garoua Boulaï est la principale porte d'entrée des marchandises centrafricaines (environ 55 milliards FCFA chaque année selon la douane camerounaise), qui transitent par le port de Douala, situé dans la capitale économique du Cameroun.
Pour rappel, dans le cadre de ce projet du gouvernement camerounais visant à densifier les échanges commerciaux aux frontières avec les pays voisins, il est également prévu la construction de deux autres marchés. Notamment à Fotokol, localité de l'Extrême-Nord frontalière au Nigeria, et à Ekok, localité de la région du Sud-Ouest également frontalière au Nigeria.
Dans la localité d'Abang Minko, dans la région du Sud, il existe depuis plusieurs années un marché dans lequel se retrouvent généralement les Camerounais, les Gabonais et les Equato-guinéens.

Le Cameroun dans le top 10 des plus gros importateurs d'armes lourdes en Afrique

Selon le dernier rapport de l'Institut national pour la paix de Stockholm (Sipri), le Cameroun est le 6ème plus gros importateur d'armes lourdes en Afrique, sur la période allant de 2012 à 2016 (l'Egypte et l'Afrique du Sud n'ont pas été prises en compte dans ce classement, ndlr). Bien que les données de 2016 ne soient pas révélées, le Sipri, dans un rapport distinct, soutient que les dépenses militaires du Cameroun en 2015 ont atteint 209 milliards de francs CFA, contre 199 milliards de francs CFA en 2014 et 194 milliards de francs CFA en 2013.
Cet accroissement des dépenses pour l'armement ces dernières années peut s'expliquer par la guerre que l'armée nationale mène depuis 2014 contre la secte islamiste nigériane Boko Haram, dont les exactions dans l'Extrême-Nord du Cameroun

ont déjà fait plus de 1500 victimes, selon le bilan officiel.
Les statistiques du Sipri font cependant remarquer que les dépenses militaires au Cameroun sont en augmentation continue depuis l'année 1988. De 45,5 milliards de francs CFA cette année-là, elles ont franchi pour la première fois la barre de 100 milliards de francs CFA en 2003. Estimées à 155 milliards de francs CFA en 2008, ces dépenses d'armement ont finalement dépassé 200 milliards de francs CFA pour la première fois en 2015.
Malgré cette progression soutenue, le Cameroun demeure un petit poucet en matière d'importations d'armes lourdes en comparaison à l'Algérie, qui arrive en tête des plus gros importateurs africains sur la période 2012-2016, selon le Sipri. Le plus grand pays du Maghreb, qui occupe le 5ème rang des plus gros importateurs mondiaux d'armes, s'est accaparé 46% du total des importations du continent. Viennent ensuite le Maroc (15%), le Nigeria (4,6%), le Soudan, l'Ethiopie, le Cameroun et la Tanzanie.

Yaoundé et Douala de justesse dans le top 30 des meilleures villes africaines

L'École polytechnique fédérale de Lausanne, en partenariat avec le magazine *Afrique Méditerranée Business*, vient de rendre public l'African Cities Lab, une étude sur les 30 meilleures villes africaines, en fonction des critères tels que la qualité des infrastructures, l'habitat, le développement spatial, l'environnement et l'écologie, le développement du tissu économique et la gouvernance.
Dans ce top 30, la ville de Douala pointe au 26ème rang, avec une note globale de 54,75 sur 100 points. La capitale économique du Cameroun obtient sa plus mauvaise note sur la gouvernance (33 points) et le développement de son tissu économique (41 points), tandis qu'en matière de développement spatial, Douala affiche l'une des meilleures notes du continent (73 points), derrière la Sud-africaine Johannesburg (76) et l'Egyptienne Alexandrie (79 points).
A la 30ème place de ce classement des 30 meilleures villes africaines, se trouve la ville de Yaoundé. La capitale camerounaise enregistre un score de 54,04 points et est également très mal notée en matière de gouvernance (33 points) et sur le critère du développement de son tissu économique (40 points).
Dans la zone Cemac, les deux principales villes camerounaises sont surclassées par Libreville, la capitale gabonaise, qui marque 56,67 points.
Classée meilleure ville africaine dans cet African Cities Lab, Johannesburg figure dans le top 30 avec quatre autres villes sud-africaines.

L'Etat camerounais alloue une enveloppe de 3 milliards FCFA pour le paiement des salaires des exécutifs municipaux

Le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, vient de signer un texte portant répartition de l'enveloppe de 10 milliards de francs CFA disponible cette année dans le cadre de la dotation générale de la décentralisation. Fait majeur dans cette répartition, une somme de 3 milliards de francs CFA sera consacrée au paiement des salaires des exécutifs municipaux.
Il s'agit cependant d'une partie des 5 milliards de francs CFA nécessaires au paiement des salaires des 1305 exécutifs municipaux du pays, selon l'enveloppe révélée lors de la tenue, le 28 décembre 2016, des assises du Comité national de la décentralisation.
Les 3 premiers milliards de francs CFA susmentionnés permettront de respecter l'engagement pris en fin d'année dernière par le gouvernement, qui est celui de commencer effectivement à verser des salaires aux maires des communes et autres membres des conseils municipaux, dès le premier trimestre 2017.
Pour rappel, c'est depuis le mois de septembre 2015 que le chef de l'Etat camerounais a signé un décret fixant les indemnités et autres avantages alloués aux délégués du gouvernement, aux maires, à leurs adjoints, aux membres du Conseil de la communauté et aux conseillers municipaux.

Le Conseil fédéral nigérian approuve un projet de 24,8 milliards FCFA pour construire un pont frontalier avec le Cameroun

Le Conseil fédéral du Nigeria a approuvé, le 22 février 2017, le projet de construction d'un pont reliant le pays le plus peuplé d'Afrique au Cameroun, a-t-on appris de sources médiatiques nigérianes.
Le coût de ce projet est estimé à 40 millions de dollars (soit 24,8 milliards de francs CFA), dont 38 millions de dollars (23,6 milliards FCFA) pour la construction du pont proprement dite, et 1,9 millions de dollars (1,2 milliard FCFA) pour les opérations de contrôle des travaux. Selon les précisions faites par les autorités nigérianes, ce pont sera construit dans la localité de Ikot Efiom au Nigeria, et permettra de rejoindre la route de 403 Km en cours d'achèvement, qui devra relier les villes d'Enugu (Nigeria) et de Bamenda (Nord-Ouest du Cameroun).
Les financements relatifs à ce projet routier transfrontalier, selon le gouvernement nigérian, seront pourvus par le groupe de la Banque africaine de développement (BAD).
Pour rappel, avec son marché de près de 170 millions de consommateurs, le Nigeria est le premier fournisseur du Cameroun (22 et 17,8% des importations en 2011 et 2012), avec lequel les échanges culminent en moyenne à 382 milliards de francs CFA par an, selon le ministère camerounais du Commerce ; sans compter les produits de la contrebande qui a pignon sur rue de part et d'autre de la frontière de 1500 km que partagent les deux pays.

Les secteurs du numérique et de l'artisanat ont dominé l'activité de création des entreprises au Cameroun en 2016

Les jeunes Camerounais créent de plus en plus des entreprises dans les secteurs de l'artisanat et du numérique. C'est du moins ce que révèlent les statistiques que vient de présenter le Ministère des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat (MINPMESA).
En effet, ces deux secteurs enregistrent le plus grand nombre des 15 219 PME créées l'année dernière. Le secteur de l'artisanat, souligne-t-on au MINPMESA, domine largement ce classement, avec 6973 nouvelles PME recensées au cours de l'année 2016.
Ce département ministériel fait également remarquer que depuis l'année 2010, la création des entreprises est en perpétuelle augmentation au Cameroun, passant de 712 cette année-là à plus de 15 000 en 2016.
Cette progression est mise sur le compte du lancement des Centres de formalités de création des entreprises (CFCE) dans le pays. Ces guichets uniques regroupant sur place les administrations qui interviennent dans la création des entreprises permettent de boucler le processus en 72 heures.

Le fisc camerounais va davantage se digitaliser en 2017, afin d'atteindre ses objectifs de collecte de recettes

La facilitation du paiement des taxes sera encore l'un des principaux crédos de la direction générale des impôts (DGI) cette année, a-t-on appris au sortir de la dernière réunion de coordination des services centraux, extérieurs et déconcentrés de l'administration fiscale camerounaise, organisée à Maroua, dans la région de l'Extrême-Nord.
En effet, pour maximiser la collecte des recettes en 2017, la DGI annonce, entre autres innovations, « *l'installation des terminaux électroniques de paiement des impôts et taxes dans les services fiscaux, ainsi que la mise en place d'un dispositif d'encaissement en espèces auprès des guichets des banques ; l'extension du paiement des impôts par téléphone portable et la mise en place d'un système de déclaration par téléphone portable pour les petits contribuables* ».
Selon les responsables des impôts, l'atteinte des objectifs de collecte assignés à la DGI par l'Etat en cette année 2017, passe par ce type d'initiatives. Pour rappel, 1843 milliards de francs CFA sont attendus de la DGI cette année, contre 1715 milliards de francs CFA en 2016.

Le Cameroun s'engage à restaurer 12 millions d'hectares de forêts déboisés à l'horizon 2030

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN en anglais), le gouvernement camerounais vient de prendre l'engagement de restaurer une superficie totale de 12 millions d'hectares déboisés d'ici à l'année 2030, dans le cadre du « Défi de Bonn », initiative lancée en 2011 lors d'un événement organisé par l'Allemagne et l'UICN.
L'engagement du Cameroun s'inscrit dans un effort mondial visant à restaurer 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées d'ici à 2020 et 350 millions d'hectares d'ici 2030. Selon l'UICN, il est « *la promesse est la plus importante réalisée jusqu'ici dans le bassin du Congo riche en espèces, et qui abrite le deuxième plus grand massif forestier au monde* ».
Commentant la promesse faite par le Cameroun, Inger Andersen, Directeur général de l'UICN, soutient que « *l'engagement du Cameroun en faveur du Défi de Bonn contribuera à créer des moyens de subsistance durables pour les communautés tributaires des forêts, à protéger la faune singulière du Cameroun, à réduire les émissions de carbone et à atteindre les objectifs de développement durable* ».

De l'avis de l'UICN, le déboisement et la dégradation des sols sont parmi les plus importants contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. En participant au Défi de Bonn, souligne l'institution internationale en charge de la protection de la nature, le Cameroun se rapproche de son objectif de réduire les émissions de carbone de 32% d'ici à 2035. Cette ambition avait été proclamée lors de la Cop 21 à Paris.

FINANCE

Les bourses de Douala et de Libreville veulent coopérer en vue de dynamiser le marché financier de l'Afrique centrale

Après la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'Afrique de l'Ouest, en Côte d'Ivoire, Jean Claude Mgbwa, le président de la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur du Douala Stock Exchange (DSX), s'est rendu au mois de février dernier à Libreville, apprend-on dans un communiqué officiel.
Au cours de son séjour en terre gabonaise, le président de la CMF a eu une séance de travail avec les responsables de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF), le régulateur de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), dont le siège est dans la capitale gabonaise. Cette rencontre entre les régulateurs des deux places boursières, qui se font concurrence dans la zone Cemac, « *s'inscrit dans le cadre d'une démarche de coopération devant contribuer à insuffler une dynamique de développement au marché financier en Afrique centrale* ».
Un développement que de nombreux experts ne voient pas en dehors de la fusion de la BVMAC et de la DSX, deux places boursières nées davantage du fait des égoïsmes nationaux que d'une réelle volonté de doter la zone Cemac d'un marché financier efficace.

AGRICULTURE

Le Cameroun veut fusionner les 3 structures étatiques dédiées à l'encadrement des producteurs de cacao-café

Le gouvernement camerounais travaille à la mise en place d'une suprastructure, qui fusionnera toutes les attributions et les compétences actuellement dévolues à la Société de développement du cacao (Sodecao), l'Office national du cacao et du café (ONCC), ainsi que le Fonds de développement des filières cacao-café (FODECC), apprend-on de bonnes sources.
A travers cette fusion, explique une source proche du dossier, il est question de mettre un terme à l'émiettement des compétences observée jusqu'ici, ainsi que la dispersion des énergies au sein de plusieurs entités qui, malgré d'importants moyens financiers mis à leur disposition, n'ont pas pu produire les résultats escomptés en matière de relance des filières cacao-café.
La nouvelle configuration annoncée dans le management des filières cacao-café au Cameroun s'apparente à celle d'avant les années 90, avec un Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB) qui régnait en maître sur les filières cacao-café. Mais ce mastodonte public sera dissout avec la libéralisation des deux filières, dont les résultats sont questionnables, principalement en ce qui concerne la quantité et la qualité de la production, et même l'encadrement efficient des producteurs, qui semble avoir été abandonné à l'interprofession cacao-café.

L'huile de palme brute produite localement débarque sur les étals des supermarchés

L'huile de palme brute conditionnée dans des bidons d'un et de cinq litres côtoie désormais les huiles de palme raffinées sur les étals de certains supermarchés de la capitale camerounaise. C'est la conséquence de la témérité de la promotrice de Lemopalm, une unité agro-industrielle qui exploite une palmeraie de 60 hectares et produit entre cinq et dix tonnes d'huile de palme brute chaque mois dans la région du Centre du pays.
Au début, relate la promotrice de l'unité agro-industrielle susmentionnée dans le quotidien gouvernemental, « *ils* (les promoteurs des supermarchés, ndlr) *m'ont dit que le produit était salissant pour leurs rayons* ».
Et puis, un matin, à force d'insister, Martine Bell reçoit une commande de 30 bidons de cinq litres chacun émanant d'un supermarché.
Depuis lors, le commerce prospère. Malgré les prix largement supérieurs à ceux pratiqués sur le marché ordinaire. En effet, au lieu des 350 francs CFA le litre auxquels sont habitués les consommateurs locaux, le litre d'huile de palme bien conditionnée en supermarché revient à 1000 FCFA.
« *L'huile rouge* », comme on a coutume de l'appeler, rejoint ainsi sur les étals des supermarchés camerounais des produits du terroir tels que les bâtons de manioc, communément appelés « *bobolos* » ; le mitoumba, sorte de gâteau de manioc très prisé en pays Bassa ; le couscous de maïs ; ou encore le taro, qui côtoient depuis plusieurs mois les produits importés dans les rayons de Casino.

Légère amélioration de la qualité des cafés produits au Cameroun au cours de la campagne 2015-2016

La campagne caféière 2015-2016 au Cameroun continue de livrer ses performances. Selon l'Office national du cacao et du café (ONCC), au cours de la dernière campagne, l'on a noté une légère amélioration de la qualité globale du produit, du fait du respect des bonnes pratiques culturales par les producteurs.
En effet, sur les cargaisons contrôlées de la variété robusta, 10% des volumes ont été de qualité supérieure, tandis que sur la variété arabica, 41% des volumes ont été de qualités extra-prima, prima et supérieure ; soit 11% de plus que lors de la précédente campagne. A l'exportation, les cafés sont classés en cinq catégories. Par ordre décroissant l'on a les cafés excellents, extra-prima, prima, supérieure et courant.
Pour rappel, la campagne caféière 2015-2016 au Cameroun a été marquée par une légère augmentation de la production qui a culminé à 24 500 tonnes, contre les 23 865 tonnes de la campagne précédente. La transformation locale, elle, a connu un grand bond, passant de 448 tonnes en 2014-2015 à 3786 tonnes lors de la dernière campagne.

Le prix de l'arabica a chuté de 261 FCFA au cours de la campagne caféière 2015-2016

Comme toutes les matières premières, du fait d'une conjoncture internationale défavorable, les prix bord champ du café camerounais ont connu une baisse au cours de la campagne 2015-2016, a-t-on appris lors du lancement de la campagne 2016-2017 à Mengang, bassin de production de la région du Centre.
Selon les statistiques officielles de fin de campagne, la variété robusta a moins souffert de la conjoncture internationale, puisque les prix aux producteurs n'ont fléchi que de 5 FCFA le kilogramme. La baisse la plus prononcée a été enregistrée sur la variété arabica, dont le kilogramme a perdu 261 francs CFA en 2015-2016, par rapport à la campagne précédente.
Cette baisse considérable n'incite pas à l'optimisme quant à la relance de la filière café dans le pays. En effet, suite à la chute des cours mondiaux de ce produit depuis quelques années, les producteurs camerounais affichent un désintérêt croissant pour ce produit, au fil des années. Au point que les différentes initiatives, prises par l'interprofession cacao-café pour intéresser de nouveaux producteurs à cette culture, restent jusqu'ici sans résultats probants.

Après la grippe aviaire, l'abondance du poulet sur le marché de la capitale camerounaise provoque des braderies

Le poulet de chair est bradé dans certains marchés de la capitale camerounaise ces derniers jours. Trois poulets à 5000 francs CFA, voire 1800 francs CFA pour un poulet jadis vendu au prix de 3200 francs CFA. A l'origine de cette chute drastique des prix, soutiennent les commerçants, l'abondance de la volaille dans les fermes, comme peut en témoigner la quantité de camions bondés et garés dans les marchés du poulet de la ville (Etoudi, Mvog-Ada, Essos, etc).
En effet, apprend-on, la relance de la filière dans les bassins de production de la région du Centre du Cameroun a été plus rapide que prévue, après l'épizootie de la grippe aviaire qui s'était déclarée le 25 mai 2016 au sein du Complexe avicole de Mvog-Betsi, situé dans la capitale, et qui est l'une des plus importantes fermes du pays. En plus de la forte progression de la production excipée par les commerçants, ces derniers justifient également l'abondance du poulet sur le marché de la capitale par l'interdiction encore en cours des exportations de poulets vers des pays tels que le Gabon et la Guinée

équatoriale, décision consécutive à la découverte des cas de virus H5N1 sur le territoire camerounais en mai 2016.

Pour échapper aux contraintes de l'Apv-Flegt de l'UE, les forestiers camerounais redirigent les exportations de bois vers la Chine

La Plateforme forêt et communauté, un regroupement d'ONG œuvrant dans la gouvernance forestière, vient de révéler que la Chine est devenue l'un des principaux importateurs du bois camerounais. Avec « *près de 2,5 millions de m³ de produits forestiers* », importés sur la période 2009-2014, dont environ 85% en grumes.
Selon l'analyse de ces ONG, cette croissance des exportations du bois camerounais vers la Chine n'est pas fortuite. « *L'orientation des exportations de bois camerounais vers le marché chinois tient au fait qu'il n'existe pas véritablement un mécanisme contraignant d'assurance de la légalité des bois et produits dérivés entre la Chine et les pays producteurs* », soutient la Plateforme forêt et communauté.
Pour rappel, dans la zone UE, marché jadis prisé par les exploitants forestiers en activité au Cameroun, est entré en vigueur l'Apv-Flegt, qui est un mécanisme rigoureux visant à s'assurer de la légalité des bois et autres produits dérivés exportés vers les territoires des pays constituant l'Union européenne.

MINES

Péril sur l'exploitation du gisement de calcaire de Mintom, dans le Sud-Cameroun

Au cours d'une récente conférence de presse organisée sur le site du Salon Promote, les responsables de Dangote Cement, nouveau leader du marché du ciment au Cameroun, ont levé un pan de voile sur les raisons du désintérêt des producteurs de ciment pour le gisement de calcaire de Mintom, découvert dans la région du Sud-Cameroun.
Selon leurs révélations, ce gisement sur lequel les Camerounais placent beaucoup d'espoir pour voir un jour le prix du ciment baisser considérablement dans leur pays, est simplement inexploitable en l'état. Et pour cause, révèle Dangote Cement, dont les responsables revendiquent plusieurs descentes sur le site de Mintom, plus de 70% du gisement est noyé par les eaux du fleuve Dja ; ce qui rend son exploitation beaucoup plus complexe.
Pour rappel, malgré la ruée des producteurs de ciment sur le marché camerounais, les prix de ce produit n'ont pas beaucoup fléchi ces dernières années sur le marché local. Pour justifier cette situation, les cimentiers évoquent sans cesse l'importation onéreuse de la matière première qu'est le clinker, un dérivé du calcaire.
Pourtant, dans la localité de Mintom, l'Institut de recherches géologiques et minières (IRGM) a mis en évidence, depuis plusieurs années, un gisement de calcaire de 540 millions de m3, dont l'exploitation, selon Joseph Victor Hell, le directeur de l'IRGM, pourrait permettre de baisser d'environ 50% le prix du sac de ciment produit localement.

TRANSPORTS

Camair Co augmente la fréquence de ses vols vers la partie septentrionale pour profiter de la baisse de régime sur la voie ferrée

« Ces derniers mois, nous desservions les lignes Ngaoundéré-Garoua-Yaoundé ou Douala avec le même vol. Il en était de même pour la ligne Garoua-Maroua-Yaoundé ou Douala. Mais avec le nouveau planning, non seulement il y a un vol sur la partie septentrionale chaque jour, mais chaque destination devient autonome ».

Ces informations révélées par un responsable de Camair Co montrent bien que la compagnie aérienne publique camerounaise entend profiter de la décision prise il y a quelques jours par Camrail, le transporteur ferroviaire, de recomposer ses trains à destination du Grand-Nord.

En effet, depuis le 11 février dernier, Camrail, principal opérateur desservant la ligne du Septentrion, a décidé de mettre temporairement

hors de son parc un certain nombre de voitures voyageurs (wagons), suite à « *une anomalie constatée simultanément sur quatre boîtes d'essieux* (dispositif qui porte les roues, ndlr) ».

Le train ne pouvant plus transporter les 1200 passagers qui embarquaient en moyenne chaque jour, Camair Co et les agences de transport par autobus deviennent les seuls recours pour des centaines de voyageurs à destination des villes de Garoua, Ngaoundéré et Maroua

Camrail met temporairement hors service une partie de ses voitures voyageurs pour « *anomalie sur des boîtes d'essieux* »

Le transporteur ferroviaire camerounais, Camrail, annonce avoir décidé, depuis le 11 février dernier, de mettre temporairement hors service une partie de ses voitures voyageurs (wagons), dont le nombre n'a pas été précisé.

Cette décision, apprend-on dans une note d'information émanant de l'opérateur ferroviaire, « *est consécutive à l'apparition le 26 janvier 2017, d'une anomalie constatée simultanément sur quatre boîtes d'essieux* (dispositif qui porte les roues, ndlr) *de voitures du parc CSR lors du contrôle de maintenance régulier programmé* ».

Cette mesure, apprend-on, a conduit à une modification de la composition des trains, notamment sur la ligne Yaoundé-Ngaoundéré, sur laquelle ne sont désormais proposées que les places de 2ème classe.

Les voitures concernées par cette décision ont toutes été mises en service en mai 2014. Elles ont été livrées au transporteur ferroviaire camerounais par la société chinoise CSR Nanjing.

La découverte de ces anomalies intervient trois mois après la catastrophe ferroviaire survenue le 21 octobre 2016 à Eséka, laquelle avait officiellement fait 79 morts et environ 600 blessés. Les résultats de l'enquête officielle ouverte par les autorités camerounaises pour faire la lumière sur les causes de cet accident de train sont toujours attendus.

INDUSTRIE

L'Italien Pizzarotti construira une zone industrielle pour produire des préfabriqués et matériaux de construction

Sur une superficie de 20 hectares dans la localité de Mbankomo, dans la banlieue de Yaoundé, la capitale camerounaise, le groupe italien Pizzarotti va monter une zone industrielle devant abriter des unités de production de matériaux de construction et autres éléments préfabriqués pour la construction de logements.
C'est l'une des composantes d'un projet de construction de 10 000 logements sociaux que le gouvernement camerounais vient de confier à ce groupe industriel italien. Des accords de financement d'un montant de 115 milliards de francs CFA ont été conclus le 1er mars 2017 entre la partie camerounaise et la banque italienne Intesa Sanpaolo, qui a déjà pourvu les financements pour la construction d'un stade de 60 000 places à Yaoundé, en prélude à la CAN 2019 qu'abritera le Cameroun.
La signature des accords relatifs à ce projet de logements sociaux est l'aboutissement d'un long processus, commencé depuis 2012. L'on se souvient que le 25 avril de cette année-là, une cérémonie de signature des accords sur le même projet, entre le gouvernement et Pizzarotti, avait été annulée à la dernière minute. Officiellement, parce que la partie camerounaise n'était pas d'accord sur certains aspects du contrat.
Le projet a été relancé en 2016, après une visite du chef de l'Etat italien, Sergio Matarella, en terre camerounaise.

TIC & TELECOM

Orange ouvrira son 1er Fablab au Cameroun en avril 2017, en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a récemment signé avec la Fondation Orange au Cameroun, une convention relative à la création d'un Fablab au campus numérique francophone de Yaoundé, apprend-on de bonnes sources. L'ouverture de cette structure dénommée « Ongola Fablab » est prévue pour le mois d'avril 2017, souffle-t-on à l'AUF.

« *Ongola Fablab, explique-t-on chez Orange, est un espace et du matériel de prototypage permettant de faciliter aux cibles défavorisées et aux jeunes innovateurs, la mise en œuvre d'idées et l'acquisition de compétences et de connaissances par la pratique à travers le numérique* ». En plus de ce premier partenariat, apprend-on, Orange Cameroun à travers sa Fondation, et l'AUF devraient bientôt signer une nouvelle convention visant, entre autres objectifs, à « *contribuer au développement de l'économie numérique du savoir dans les universités et institutions d'enseignement supérieur au Cameroun, à travers le soutien et l'accompagnement aux nouvelles technologies éducatives et la formation à distance, afin de résoudre le problème de la massification des effectifs* ».

En dépit de l'augmentation de son parc d'abonnés et des revenus data, le CA de MTN Cameroun a baissé de 6,7% en 2016

La filiale au Cameroun du groupe télécoms sud-africain MTN International a plutôt bien passé l'épreuve de l'identification des abonnés au mobile, qui a conduit à la désactivation de centaines de milliers de puces non identifiées à partir du 2ème trimestre 2016. En effet, malgré cette opération prescrite par le gouvernement, qui a fait perdre beaucoup d'abonnés aux opérateurs de la téléphonie, MTN Cameroun affiche plutôt un accroissement de sa base clientèle de 7,5%, à 9,9 millions d'abonnés.

Dans son rapport financier à la fin 2016, le groupe MTN explique cette performance de sa filiale au Cameroun par l'agressivité de la campagne autour de l'identification des abonnés et la réduction rapide du taux de désabonnement après l'étape

de la désactivation des puces. Au demeurant, malgré « *une amélioration de son dynamisme vers le quatrième trimestre 2016* », comme le révèle le rapport du groupe, MTN Cameroun a clôturé l'année s'achevant au 31 décembre 2016 par une baisse de 6,7% sur son chiffre d'affaires (CA). Une régression qui s'explique notamment par « *une baisse des revenus de la voix sortante, impactée à son tour par une diminution du tarif effectif ainsi que des minutes gratuites utilisées en relation avec le processus d'inscription des abonnés* ».

Les revenus data du leader du marché du mobile au Cameroun, eux, ont continué de progresser l'année dernière. Selon le rapport du groupe, ils ont connu une augmentation de 25,9%, et ont ainsi représenté 19% au chiffre d'affaires total de l'opérateur. Cette progression des revenus data, apprend-on, est la conséquence « *de la hausse des ventes de paquets de données spécifiques* » ; de l'expansion des réseaux 3G et LTE, avec notamment le déploiement en 2016 de 463 sites 3G et 267 sites LTE ; et de la hausse des revenus numériques (principalement les offres MTN Play et MTN Zik), qui ont contribué à 21% aux revenus data.

Les revenus d'Orange Cameroun ont chuté de 4,5 milliards FCFA à fin 2016

L'année s'achevant au 31 décembre 2016 n'a pas été des plus reluisantes pour Orange Cameroun. Selon les résultats financiers du groupe pour la région Afrique et Moyen Orient, la filiale camerounaise de ce groupe télécoms français a terminé l'année 2016 sur une baisse de 7 millions d'euros (environ 4,5 milliards de francs CFA) sur ses revenus annuels, passant de revenus globaux de 75 millions d'euros (environ 49,1 milliards de francs CFA) à fin 2015 à seulement 68 millions d'euros (environ 44,5 milliards de francs CFA) à la fin de l'année 2016.

Dans le même temps, révèlent les statistiques officielles, le parc d'abonnés de cet opérateur de mobile s'est considérablement réduit, passant de 7,080 millions d'abonnés au 4ème trimestre 2015, à 5,844 millions d'abonnés à fin 2016. Pour la première fois depuis le 1er trimestre 2014 (5,981 millions d'abonnés), le parc d'abonnés d'Orange Cameroun repasse ainsi sous la barre des 6 millions de clients.

Bien que les responsables de l'entreprise n'aient pas souhaité commenter ces chiffres, ces performances peuvent s'expliquer par certains événements survenus dans le landernau des télécoms au Cameroun l'année dernière. Au rang de ceux-ci, il y a l'opération d'identification des abonnés au mobile instruite par le gouvernement camerounais, avec obligation pour les opérateurs de désactiver toutes les puces non identifiées après la date butoir du 30 juin 2016.

Une semaine après cette date, les deux leaders du marché du mobile au Cameroun annonçaient avoir désactivé 2,6 millions de cartes SIM, dont 2 millions pour Orange Cameroun. Bien que les campagnes de sensibilisation en direction des détenteurs des puces désactivées se soient poursuivies, afin d'inciter ces derniers à se faire identifier pour une réactivation des puces, il est désormais clair, au regard des chiffres publiés par Orange EMEA, que la filiale camerounaise n'a pas pu réactiver toutes les puces désactivées. Cette réduction du parc d'abonnés peut expliquer en partie la baisse des revenus constatée chez cet opérateur à fin 2016.

Mais, à l'observation, cette chute des revenus est davantage imputable à la concurrence que se livrent les opérateurs télécoms au Cameroun, notamment sur le segment de la data, devenu le principal moteur de croissance des entreprises de mobile depuis l'arrivée de la 3G et de la 4G. En effet, en plus des offres Internet de plus en plus concurrentielles des différents opérateurs de la téléphonie (Orange, MTN, Camtel, Nextell), un nouveau fournisseur d'accès Internet est venu s'ajouter à la panoplie d'autres qui existent déjà sur le marché camerounais (Creolink, YooMe, Ringo, etc.), avec des ambitions un peu plus prononcées. Il s'agit du Britannique Vodafone, qui s'est directement attaqué, avec une certaine vigueur, au marché de la 4G LTE dans les villes de Yaoundé et de Douala, qui représentent à elles seules 80% du marché des télécoms dans le pays.

Et puis, il y a la percée des réseaux sociaux tels que WathsApp, Facebook ou encore Imo, qui rognent de plus en plus sur les parts de marché (et par conséquent sur leurs revenus) des opérateurs télécoms au Cameroun. Notamment en permettant aux utilisateurs de communiquer gratuitement par message, par appel ou par vidéo ; autant de services qui, chez les opérateurs télécoms, sont payants.

Des lycéennes conçoivent une application permettant de porter assistance aux victimes de Boko Haram

Au cours d'une cérémonie organisée le 20 février 2017 à Yaoundé, le ministre des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, a rendu hommage à un certain nombre de jeunes camerounais lauréats de concours internationaux organisés en 2016 dans le secteur des TIC.
Parmi les lauréats reçus par la patronne des télécoms, apprend-on, se trouvait un groupe de jeunes lycéennes originaires de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, laquelle partie du pays subit depuis plus de deux ans des assauts meurtriers de la secte islamiste nigériane Boko Haram.
Réunies au sein d'un groupe de travail baptisé Angels Tech of Africa, ces jeunes lycéennes, a-t-on appris, ont participé l'année dernière au concours Technovation organisé aux Etats-Unis. Elles y ont présenté une application conçue par leurs soins et dénommé « *Ama Aba* », qui permet aux victimes de Boko Haram de pouvoir bénéficier à distance, de l'assistance psychologique, matérielle ou éducative de plusieurs associations caritatives.

Grâce à cette trouvaille, le groupe Angels Tech of Africa a été classé 3ème mondial de ce concours d'applications mobiles réservés aux jeunes filles scolarisées. La 2ème application présentée à ce concours par les jeunes lycéennes est baptisée « *Nature Gift* », et permet de mettre en relation producteurs et acheteurs de produits agricoles.

Une start-up camerounaise lance itravel, une application permettant de choisir sa compagnie de transport par bus

Etre informé, en temps réel, du départ le plus proche de toutes les compagnies de transport par autobus ralliant les deux capitales du pays. Ou encore, acheter son titre de transport à distance sur son portable ou sa tablette, avoir des informations détaillées sur les différents départs dans les agences de voyages, des taux de remplissage des bus, etc.
Telles sont quelques facilités qu'offre l'application itravel, développée par une start-up camerounaise.

L'originalité de cette trouvaille a valu à cette start-up d'intégrer le programme Orange Fab, mis en place par la filiale au Cameroun du groupe télécoms Orange, et qui consiste à accompagner et à accélérer le développement des start-ups, afin d'en faire des entreprises viables et compétitives.
Selon les responsables de la start-up, itravel a été très bien accueilli par les agences de voyages. Des sortes de panneaux publicitaires vantant les qualités d'itravel sont d'ailleurs visibles dans les halls de certaines compagnies de transport par autobus. Mais, apprend-on, les responsables de ces compagnies se montrent malheureusement très réticents lorsqu'il faut rémunérer les services offerts par la start-up.

Nji Collins, jeune Camerounais de 17 ans, devient le premier Africain à gagner un concours Google

Depuis le 30 janvier 2017, le Camerounais Nji Collins Gbahn, âgé de 17 ans et lycéen dans la ville de Bamenda, dans la région du Nord-Ouest du pays, est devenu le tout premier Africain à remporter un prix lancé par Google, le géant américain de l'internet.
Ce jeune génie de l'informatique a, en effet, été désigné parmi les lauréats du Code-in Contest, concours annuel organisé par Google autour des tâches de codage, de recherche et de documentation ou d'interface utilisateur. Ce concours d'informatique, qui a vu la participation de 1340 candidats venus de 62 pays cette année, est réservé aux jeunes âgés de 13 à 17 ans.
A la faveur de son score, obtenu à partir d'une ville dans laquelle l'outil informatique et l'internet ne sont pas autant vulgarisés qu'à Yaoundé et à Douala (80% du marché des télécoms dans le pays), le prodige camerounais de l'informatique est attendu au mois de juin prochain au siège du géant de l'internet Google, situé en plein cœur de la Sillicon valley, le temple de l'informatique aux Etats-Unis.
Pour la petite histoire, Nji Collins Gbah n'a bouclé les exercices de codage du concours dont il est finalement parmi les lauréats, que la veille de la coupure généralisée de l'internet dans les régions anglophones du Cameroun, en proie à des revendications sécessionnistes depuis plusieurs semaines.

Treize tonnes de téléphones usagés seront recyclés en France, grâce à un partenariat entre Orange et une ONG locale

La Fondation camerounaise de la terre vivante (FCTV), une ONG locale, vient de collecter, avec le concours de la société de téléphonie mobile Orange Cameroun, une cargaison de treize tonnes de téléphones portables en fin de vie. Ces téléphones usagés faisant désormais partie de la famille des déchets électriques et électroniques (DEE) seront recyclés en France, a-t-on appris officiellement.

Dans le cadre de cette opération de lutte contre la pollution par les DEE, des boxes de collecte seront désormais installées dans les différentes agences de la société de mobile Orange Cameroun. Cette entreprise implémente ainsi depuis le 21 février dernier, une initiative lancée par le groupe Orange, en partenariat avec l'ONG française Emmaüs International, à travers sa branche dénommée Ateliers du bocage (ADB), dont le partenaire au Cameroun n'est autre que la Fondation camerounaise de la terre vivante.
« *Nous sommes fiers que notre engagement en matière de préservation de l'environnement se situe en droite ligne des options prises par les pouvoirs publics qui, dans le cas du Cameroun, ont élaboré une stratégie nationale de lutte contre les déchets électriques et électroniques (les tristement célèbres DEE)* », a déclaré Samuel Ngondi Eboua, le directeur des relations institutionnelles d'Orange Cameroun.

SERVICES

La société Hygiène et salubrité du Cameroun décroche son 15ème contrat dans la ville de Bamenda

Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam), entreprise privée spécialisée dans la collecte, le transport, le traitement et le recyclage des ordures ménagères, vient de décrocher un contrat auprès de la Communauté urbaine de Bamenda, sorte de super-mairie de la capitale régionale du Nord-Ouest. Le contrat, dont le montant n'a pas été révélé, est d'une durée de cinq ans, apprend-on de bonnes sources.

La ville de Bamenda devient ainsi la 10ème capitale régionale à s'attacher les services d'Hysacam, et la 15ème ville du pays à faire collecter et traiter ses ordures ménagères par un professionnel en la matière, après les villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Ngaoundéré, Garoua, Maroua, Bertoua, Buea, Limbe, Kribi, Edéa, Ebolowa, Sangmélima (le contrat s'étend à la ville de Meyomessala).

Entreprise créée en 1969 par le groupe français GranJouan, Hysacam a été cédée en 1994 à un groupe d'ingénieurs camerounais conduit par Michel Ngapamoun, qui en est jusqu'à nos jours le directeur général. Cette société revendique près de 5000 employés et ses services touchent près de 15 millions de personnes.

Ventes promotionnelles : la parade du gouvernement camerounais pour lutter contre la vie chère

Toutes les fins de mois, à la période du paiement des salaires des agents publics, le Ministère camerounais du commerce organisera des ventes promotionnelles des produits de grande consommation, avec le concours des opérateurs des filières concernées et le projet Agropoles, programme gouvernemental qui vise à booster la production alimentaire dans le pays. Cette opération annoncée au mois de janvier dernier par le ministre Mbarga Atangana a effectivement démarré fin février dans la capitale camerounaise. Avec la participation de plusieurs opérateurs, y compris des mastodontes tels que les Brasseries du Cameroun.

En plus de ce déploiement du Ministère du commerce visant à faire face à la cherté de certains produits de grande consommation sur le marché local, l'on retrouve également la

Mission de régularisation et d'approvisionnement des produits de grande consommation (Mirap) sur le terrain de la lutte contre la vie chère.

Dans nombre de quartiers de la capitale, cette structure étatique créée au lendemain des émeutes de la faim de février 2008, organise des marchés périodiques, au cours desquels des produits de grande consommation sont vendus à des « *prix promotionnels* ».

Légère hausse des arrivées de touristes dans la région de l'Adamaoua en 2016, malgré la menace Boko Haram

Selon les statistiques de la délégation régionale du Tourisme et des Loisirs pour l'Adamaoua, cette région septentrionale du Cameroun a accueilli 55 640 touristes au cours de l'année 2016. Ce chiffre est en légère augmentation par rapport aux 55 277 touristes enregistrés dans cette partie du Cameroun en 2015.
Il s'agit là d'une bonne nouvelle, dans la mesure où les trois régions du Grand-Nord du Cameroun (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord) sont déclarées zones à haut risque par les chancelleries occidentales, qui conseillent à leurs ressortissants de ne pas les fréquenter, à cause de la menace Boko Haram.
Cette menace est cependant plus réelle dans la région de l'Extrême-Nord que dans les deux autres régions septentrionales du Cameroun (Nord et Adamaoua), où des exactions de la secte islamiste nigériane Boko Haram n'ont pas encore été recensées.
Au demeurant, si les touristes continuent de fréquenter les sites de l'Adamaoua, les statistiques inclinent à penser que ceux-ci dépensent désormais moins d'argent. Puisque les recettes en 2016 ont baissé de près de 24 millions de francs CFA en 2016. Elles ont en effet culminé à 483,6 millions FCFA, contre 507,4 millions FCFA un an plus tôt.

L'industriel Francis Nana Djomou bâtit un complexe touristique à 2 milliards FCFA à l'Ouest-Cameroun

La petite localité de Nkep, près de Bangou, dans la région de l'Ouest du Cameroun, se prépare à devenir une destination touristique. Dans ce village qui l'a vu naître, l'industriel camerounais Francis Nana Djomou (photo), patron de Biopharma, une entreprise de cosmétique, leader du marché camerounais et qui revendique aujourd'hui une présence dans 22 pays, construit un gigantesque complexe touristique.
Selon les informations révélées par le magazine français Jeune Afrique, l'ensemble qui s'étend sur 20 hectares du domaine familial comprend des bungalows ultramodernes, un jardin botanique abritant des espèces rares, un zoo et une ferme, des centres d'équitation, de conférence et de remise en forme, des terrains de foot, de basket et de tennis aux normes internationales, ainsi qu'une vaste plantation de trois hectares destinée à l'agriculture bio.
Le complexe dans lequel cet opérateur économique investira la bagatelle de 2 milliards de francs CFA, devrait être opérationnel d'ici à l'année 2019, puisque, apprend-on, Francis Nana Djomou espère pouvoir en faire l'un des sites d'hébergement des équipes pendant la CAN 2019 qu'organise le Cameroun. Et dont l'une des poules sera basée à Bafoussam, dans la région de l'Ouest du Cameroun.

On dit que tout le monde peut appeler le DG de la CNPS sur son numéro direct ou lui envoyer un mail

Il paraît qu'Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, haut dirigeant de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) répond personnellement sur son téléphone lorsqu'il est sollicité.

Ça peut paraître comme une fiction lorsqu'on en parle dans le contexte camerounais. Mais le fait est là : Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, le directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) met à disposition du public son numéro de téléphone personnel. Un fait rarissime au Cameroun. Et pour cause, la plupart des hautes personnalités sont presque toutes inaccessibles. Pour qu'un citoyen ordinaire puisse échanger avec un DG ou une haute personnalité quelconque relève de l'exception. Il faut passer par un service protocolaire, négocier un rendez-vous, remplir une audience, pour éventuellement rencontrer un haut dirigeant.

Le tabou a été brisé avec l'arrivée de M. Mekulu Mvondo en 2008 à la tête de la Cnps. « *Voici les adresses personnelles du DG CNPS Tel : 237 675 39 67 66 ; mail : alain.mekulu@cnps.cm* », peut-on lire sur la page Facebook du bras séculier de l'Etat camerounais en matière de couverture sociale.

Ces informations sont également affichées dès l'entrée du siège de cette administration publique, à Yaoundé. Interrogé sur ce nouveau type de management, M. Mekulu Mvondo répond : « *la Cnps est une maison de verres. On n'a rien à cacher. Le DG est au service des populations et non le contraire. Si un usager a une préoccupation qui concerne un dossier dans nos services, ou une difficulté dans le cadre professionnel, il peut me faire un SMS et je me ferai le devoir de répondre* ».

S.A

LEADER DU MOIS

Le Camerounais Paul Noumba Um nommé directeur des opérations de la Banque mondiale en Afrique australe

Paul Noumba Um devient l'un des Camerounais les plus capés à la Banque mondiale après son compatriote Albert Zeufack.

Le groupe de la Banque mondiale vient de confier le poste de directeur des opérations pour sept pays d'Afrique australe (Zambie, Botswana, Lesotho, Swaziland, Zimbabwe, Namibie et Afrique du Sud) au Camerounais Paul Noumba Um, a-t-on appris de bonnes sources. Le nouveau promu a officiellement pris ses fonctions le 1er février 2017 et résidera à Pretoria, en Afrique du Sud.

Avant sa nomination, cet économiste officiait depuis janvier 2014 en qualité de directeur des opérations de la Banque mondiale pour la République Centrafricaine, la Guinée, le Mali, le Niger et le Tchad. A ce poste, il a été l'un des artisans de l'Initiative régionale du Sahel, qui a permis de mobiliser des partenaires techniques en vue de l'accélération de projets de développement dans cette partie du continent africain.

Pendant son mandat, en 2013, Paul Noumba Um avait eu le privilège de recevoir dans cette sous-région une délégation de bailleurs de fonds et de fonctionnaires internationaux constituée du secrétaire général des Nations Unies d'alors, Ban Ki-moon, du président du groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, de la présidente de la commission de l'Union africaine de l'époque, Nkosazana Dlamini Zuma, de l'ex-président de la Banque africaine de développement, Donald Kaberuka, et du commissaire européen au développement, Andris Piebalgs.

Paul Noumba Um devient ainsi l'un des Camerounais les plus capés à la Banque mondiale après son compatriote Albert Zeufack. En effet, ce dernier officie depuis le 1er mai 2016 au poste d'économiste en chef pour la région Afrique au sein de cette institution de Bretton Wood.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun